

# Sur la «lettre de Zinoviev» et les traités anglo-russes

Christian Rakovsky

Source : «Russian Information and Review», vol V, n° 23, samedi 6 décembre 1924, pp. 356-358.  
Traduction et notes MIA.

## I. La «Lettre de Zinoviev»

Le public britannique a désormais devant lui non seulement [les Notes](#) de [M. Chamberlain](#) au Gouvernement soviétique, mais aussi la réponse de ce dernier, concernant à la fois la question de la lettre forgée de Zinoviev et celle du Traité anglo-soviétique.<sup>1</sup>

Le contenu des Notes est déjà bien connu ; il n'est donc nécessaire que de mentionner que le gouvernement britannique maintient ses vues antérieures sur l'authenticité de la lettre de Zinoviev.

Le gouvernement soviétique, quant à lui, déclare à nouveau, et avec autant de détermination, que cette lettre est un faux. De ce point de vue, il semblerait alors que ni les Notes britanniques ni soviétiques n'apportent rien de nouveau sur quoi l'opinion publique pourrait fonder son soutien à l'un ou l'autre camp. Mais les circonstances dans lesquelles les nouvelles Notes ont été rédigées ont considérablement changé, et le changement a été indéniablement à l'avantage du gouvernement soviétique.

Immédiatement après que M. Gregory, agissant à la place de [M. MacDonald](#), eut envoyé la première Note à M. Rakovsky, un certain nombre de ministres britanniques déclarèrent être convaincus que le document (la lettre de Zinoviev) était un faux. D'autres ministres, incluant le Premier ministre, sans déclarer définitivement que c'était un faux, exprimèrent néanmoins leurs doutes quant à son authenticité.

Par la suite, le cabinet de l'ancien gouvernement travailliste, ayant reçu le rapport de la Commission spéciale présidée par le Premier ministre, exprima également son point de vue sur la question. Dans un communiqué officiel, un aveu hautement significatif fut fait, à savoir que ni les ministres ni aucun des fonctionnaires gouvernementaux n'avaient jamais eu devant eux l'original de la prétendue lettre.

Ainsi, la lettre perdit toute marque d'authenticité qui aurait pu en faire la base d'une quelconque Note, encore moins d'une Note sous forme d'ultimatum. Les révélations faites ensuite dans la presse rendirent la situation encore plus claire. Il apparaît maintenant que la prétendue lettre de Zinoviev fut

---

<sup>1</sup> La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

interceptée par quelque agent inconnu du gouvernement britannique, en qui ce dernier a fait aveuglément confiance.

L'en-tête et la signature, cependant, furent ajoutés plus tard afin que la prétendue lettre paraisse authentique. La raison pour laquelle le gouvernement soviétique cite dans sa réponse le communiqué du cabinet du gouvernement travailliste est donc assez claire – il constitue une preuve que même l'actuel gouvernement conservateur ne peut nier.

Un autre point soulevé dans la Note soviétique mérite également attention. La délégation syndicale britannique, lors de son séjour à Moscou, s'est vue offrir toute latitude pour consulter les archives de l'Internationale communiste, et à la suite de ces investigations sur place ainsi que d'autres, elle est maintenant convaincue que la lettre attribuée à Zinoviev n'a jamais existé et fut une absolue falsification.

Néanmoins, le gouvernement soviétique, bien que convaincu que la lettre de Zinoviev n'est qu'un faux, a considéré que ses arguments en ce sens pourraient ne pas être suffisamment convaincants pour le gouvernement britannique.

Ils sont certainement suffisants pour que toute personne impartiale soit assaillie de graves doutes quant à l'authenticité de la lettre, et afin que ces personnes aient l'opportunité de se convaincre de la nature falsifiée de la lettre, le gouvernement soviétique réitère sa proposition de soumettre la question à une cour d'arbitrage. Si le gouvernement britannique est quant à lui tout à fait convaincu de l'authenticité de la lettre, il n'y a aucune raison pour qu'il n'accepte pas cette proposition. S'il refuse de le faire, alors il renforce la conviction que le gouvernement soviétique a raison lorsqu'il stigmatise la lettre de Zinoviev comme un faux.

L'attitude de la presse britannique est intéressante et caractéristique. Les quelques journaux qui ont commenté la réponse soviétique se sont limités à l'absurde déclaration que même si la lettre de Zinoviev n'est pas authentique, la protestation britannique était toujours justifiée parce que, en tout état de cause, Zinoviev est tout à fait capable d'écrire une telle lettre.

Cette conception fantastique de la justice est également contenue dans la Note de M. Chamberlain. À quoi cela revient-il ? Cela revient à ceci : si un accusé prouve en Cour qu'il n'est pas coupable de l'accusation portée contre lui, la Cour peut toujours le condamner au motif que même s'il n'est peut-être pas coupable de l'infraction précise dont il est accusé, il est tout à fait capable de commettre une telle infraction, et devrait donc être condamné aux travaux forcés malgré tout.

La Grande-Bretagne entière se soulèverait si un juge osait rendre un tel jugement. Et pourtant, lorsque exactement le même argument est utilisé contre le gouvernement soviétique concernant la prétendue lettre de Zinoviev, toute la presse, à l'exception de la presse travailliste, a accepté sans critique cette théorie fantastique de la justice caractéristique du Moyen Âge au temps de l'Inquisition.

Il n'est pas nécessaire de discuter ici de la signification politique de tout cet incident, mais son effet sur les relations internationales ne peut être passé sous silence. Est-il permis que les relations entre deux pays – et qui niera que l'incident créé par la lettre aurait pu avoir les résultats les plus malheureux – dépendent de la malveillance de quelques personnes malhonnêtes qui, pour des motifs personnels ou politiques, composent et distribuent des documents falsifiés ?

Des documents habilement forgés ont toujours été employés avec un certain succès, mais depuis la guerre, de telles fabrications sont devenues une véritable industrie internationale. Il n'y a guère de capitale en Europe où n'existe une usine de création de documents falsifiés. La Note soviétique mentionne l'existence d'une organisation pour la fabrication de faux documents en Angleterre, et des preuves de cette affirmation furent soumises au Foreign Office. Assez caractéristiquement, la presse a à peine remarqué cette déclaration importante dans la Note soviétique.

Un certain nombre de faits confirment le commerce florissant des documents falsifiés. On peut noter, en passant, que les journaux de lundi et mardi ont publié des télégrammes de Berlin concernant la publication dans la presse nationaliste allemande d'un nouveau document falsifié concernant, cette fois, le gouvernement français, à savoir un prétendu mémorandum de [M. Herriot](#) concernant la Reichswehr allemande, qu'il aurait supposément envoyé aux gouvernements alliés, mais dont M. Herriot nie catégoriquement l'existence.

Il est scandaleux que le sort de l'Europe dépende des manigances d'une bande d'escrocs et il ne peut donc guère y avoir de doute que l'on n'a pas fini d'entendre parler de la lettre attribuée à Zinoviev, et qu'en définitive, son histoire sera bel et bien examinée jusqu'à ses racines.

## II. Les Traités Anglo-Soviétiques

La seconde Note de M. Chamberlain et la réponse soviétique qui y fut apportée concernent le Traité anglo-soviétique.

Le lien entre la falsification de la lettre de Zinoviev et le Traité anglo-soviétique n'est pas seulement celui de la chronologie ; la lettre forgée de Zinoviev a joué son rôle dans la campagne contre le Traité anglo-soviétique, tout cela est, bien sûr, bien connu.

En tout cas, le fait doit être pris en compte que ces traités n'existent plus. Il n'existe plus de Traité commercial, ni de convention sur la pêche, il n'existe plus de traité général résolvant les questions des dettes et de la propriété privée. Bien que les relations entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne restent, diplomatiquement, normales, elles continueront, pour l'essentiel, à présent à être définies par l'Accord commercial de 1921, qui a été reconnu par toutes les parties comme insatisfaisant, tant pour l'U.R.S.S. que pour la Grande-Bretagne.

Il ne sera pas hors de propos de rappeler comment la Conférence anglo-soviétique, qui aboutit à la signature des traités aujourd'hui rejetés, fut convoquée.

Dans la note dans laquelle le gouvernement britannique annonça sa reconnaissance *de jure* de l'U.R.S.S., un désir fut exprimé de convoquer à Londres une Conférence pour la solution de toutes les questions, politiques et économiques, encore en suspens entre les deux pays. Après quatre mois de travail acharné, les deux parties sont parvenues à un certain accord – il faut dire au seul accord possible dans les circonstances. Cependant, une section de l'opinion publique dans ce pays ne vit qu'un côté de cet accord, à savoir qu'il reconnaissait en principe l'octroi d'un prêt garanti par le gouvernement britannique au gouvernement soviétique. Cela suffit à déclencher une campagne frénétique contre les traités dans la presse et lors de meetings.

L'argument favori utilisé était que le gouvernement soviétique tentait de vider les poches des citoyens britanniques – « Gardez vos poches », était le cri qui parcourut le pays de long en large.

Les négociations furent présentées comme démontrant que l'U.R.S.S. ne pouvait exister sans l'argent britannique, et que le gouvernement travailliste britannique, au lieu de sauvegarder les intérêts britanniques, avait consenti à soutenir le gouvernement bolchevique, qui, sans l'octroi du prêt, serait renversé, si pas aujourd'hui, alors demain.

Bien sûr, on fit peu mention du fait que la question du prêt n'était soulevée que dans la mesure où le gouvernement soviétique, de son côté, avait entrepris de satisfaire les intérêts des porteurs britanniques d'obligations des dettes tsaristes d'avant-guerre et des anciens propriétaires ayant subis des pertes résultant de la nationalisation de leurs biens, et on ne souligna pas non plus le fait que le

gouvernement soviétique aurait dépensé une large part du prêt en commandes pour les manufactures britanniques.

Plus d'une fois au cours des négociations, la délégation soviétique avait déclaré : « Si vous vous absteniez de nous demander de payer les dettes pour lesquelles nous ne nous estimons pas responsables, nous ne demanderions pas un centime de prêt. Nous nous sommes jusqu'ici débrouillés sans argent britannique ou autre argent étranger, et nous pouvons continuer à nous en passer. Mais, si vous voulez que nous payions les emprunts tsaristes, alors nous serions malhonnêtes si nous ne vous disions pas la vérité, à savoir que nous ne serions en mesure de les payer que si vous nous donnez les moyens d'augmenter la productivité de nos industries et les profits de notre commerce extérieur. Ce n'est qu'à partir de ces profits supplémentaires que nous pouvons entreprendre de respecter les obligations que nous pourrions assumer envers les citoyens britanniques. »

Dans sa réponse, le gouvernement soviétique exprime ses regrets que les traités aient été rejetés, déclarant en même temps que dans ces traités le gouvernement soviétique a fait les concessions maximales qu'il pouvait réalistement faire. Il est impossible d'aller plus loin.

Pendant la campagne électorale, M. Ponsonby<sup>2</sup> déclara dans un discours : « *Soit ce traité, soit pas de traité.* » Ce traité n'existant plus, la conclusion d'un nouveau traité dans lequel le gouvernement soviétique devrait reprendre à son compte les obligations qu'il avait assumées dans les anciens traités est tout à fait impensable.

Bien sûr, la relation entre les deux pays ne peut rester dans son état indéfini actuel. Les relations commerciales et économiques générales en constant développement entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne exigent la conclusion d'un traité définissant les droits mutuels des citoyens britanniques et soviétiques. Mais ce traité ne concernera plus les dettes et les anciens détenteurs de propriété privée. Le gouvernement conservateur lui-même a donné à ces questions leur acte de décès.

---

<sup>2</sup> Ponsonby, Arthur (18971-1946), homme d'État britannique libéral, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement travailliste de Ramsay Macdonald (1923-1924). Partisan du rapprochement anglo-soviétique.